



communiqué commun des UD CGT et FO, de la FSU de Solidaires, de l'UNEF et de l'UNL de Maine-et-Loire

La loi Touraine, dite « loi Santé », impose la création de 135 Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT) qui doivent se substituer aux 850 Établissements Publics de Santé de plein exercice implantés aujourd'hui.

En Maine-et-Loire, le GHT 49 ne comporte pas moins de 11 hôpitaux et hôpitaux locaux, avec comme « établissement support » le CHU d'Angers. L'obligation d'adhérer à un GHT pour chaque établissement public de santé modifie radicalement le pilotage de ses activités de soins : demain, la gestion administrative comme la gestion de l'offre de soins sera centralisée sur l'établissement support.

Les GHT, machines à austérité, sont le nouvel outil du Ministère de la Santé pour mettre en œuvre les 22 000 suppressions de postes et les 16 000 suppressions de lits programmées par le gouvernement au travers de la loi Santé et de la loi de financement de la Sécurité Sociale.

Les dysfonctionnements constatés lors de l'épidémie de grippe montrent à quel point cette politique d'austérité, de suppression de postes et de lits, de fermeture d'établissements, menée depuis des années, a profondément déstructuré le système hospitalier. Face à cela, avec un cynisme absolu, la ministre Touraine a osé rendre les personnels responsable des dysfonctionnements, parce qu'ils « ne se seraient pas suffisamment vaccinés » ! Les personnels hospitaliers sont à bout.

Après la journée de grève et de manifestations du 8 novembre, le 7 mars les fédérations FO CGT et SUD de la santé et de l'action sociale appellent à la grève et à la manifestation nationale à Paris pour l'abandon de la loi Touraine et des Groupements Hospitaliers de Territoires. D'autres secteurs du public et du parapublic ont rejoint (Territoriaux), ou s'apprêtent à rejoindre, l'appel des Hospitaliers.

En effet, le 7 mars, ce n'est pas seulement la défense de l'hôpital. C'est la défense de la Sécurité Sociale et de toutes les conquêtes sociales. Les revendications de nos camarades hospitaliers et territoriaux sont les nôtres.

Élection présidentielle ou pas, il n'y aura pas de trêve pour les revendications.

Les UD CGT et FO, la FSU, SUD l'UNEF et l'UNL du Maine-et-Loire qui ont combattu et continuent de combattre la loi Travail, soutiennent l'appel à la grève et à la manifestation nationale du 7 mars. Elles appellent à participer massivement à celles-ci. La défense de l'hôpital public et de la sécurité sociale nous concerne tous !

Angers, le 01/02/2017